

# En Hongrie, les études de genre dans le collimateur de Viktor Orban

Le premier ministre veut cesser tout financement public pour ces enseignements universitaires

BUDAPEST - envoyé spécial

C'est le nouveau combat de Viktor Orban. Alors que le Parlement européen a voté, le 12 septembre, en faveur du lancement de l'article 7 du traité de l'Union européenne (UE), pouvant à terme permettre de sanctionner le pays pour ses atteintes à l'Etat de droit, la Hongrie part en croisade contre les études de genre.

Le 14 août, l'exécutif a annoncé sa décision de retirer les « *gender studies* » de la liste des diplômes jouissant d'une accréditation officielle, posant ainsi la première pierre du projet de « *nouvelle ère* » culturelle et intellectuelle, annoncé par le premier ministre, après sa réélection, le 8 avril.

La réforme, formulée à l'occasion d'une transformation des allocations étudiantes, doit être adoptée dans le courant du mois de septembre. Elle mettrait un terme à tout financement public pour ces enseignements. « *Les gens naissent hommes ou femmes et, selon nous, il n'est pas acceptable de parler d'une construction sociale des genres remplaçant les sexes biologiques* », affirme le gouvernement, en réponse aux questions du Monde.

Les études concernant le genre,

## « Le message envoyé est celui d'une soumission des libertés académiques à des critères politiques »

EVA FODOR  
rectrice à l'Université  
d'Europe centrale

qui forment un champ de recherche interdisciplinaire sur les rapports sociaux entre les sexes, ont d'abord été institutionnalisées dans les campus américains. En Hongrie, elles sont enseignées depuis plus de vingt ans à l'Université d'Europe centrale (CEU), un établissement fondé par le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros, personnalité dont le soutien financier aux thèses progressistes déplaît fortement au chantre de la « démocratie illibérale ». Des étudiants sont aussi formés à l'université publique Loránd Eötvös (ELTE).

Selon Eva Fodor, rectrice à la CEU, en posant la question de la légitimité académique de ces études, controversées dans les mi-

lieux conservateurs et religieux, ce pays d'Europe centrale serait à la pointe des attaques portées sur l'ensemble du continent contre le féminisme et les valeurs émancipatrices. « *Les décideurs pensent sans doute que nous parlons de sexe toute la journée, ironise-t-elle. En réalité, Viktor Orban ne comprend pas bien ce que nous faisons et ne cherche pas à en apprendre davantage. Il nous stigmatise, simplement parce que les études de genre constituent un formidable marqueur idéologique pour les élections à venir.* » Un scrutin, au niveau local, s'annonce pour le mois d'octobre 2019.

### « Lobby féministe »

Cette nouvelle bataille sur le front idéologique ne remet pas en cause les libertés académiques, du moins sur un plan juridique : Budapest conserve le droit d'établir la liste des programmes habilités. Les étudiants ayant déjà entamé leur cursus, qui sont quelques dizaines, pourront suivre les cours jusqu'à leur terme et la CEU pourra toujours délivrer des diplômes américains. Toutefois, la décision pourrait créer un précédent dommageable pour la réputation internationale du secteur supérieur hongrois. « *Le message envoyé est celui d'une soumission*

*des libertés académiques à des critères idéologiques et politiques* », estime Eva Fodor.

Il projette également l'ombre de l'incertitude sur les échanges universitaires conclus entre la CEU et plusieurs établissements, dont l'université Lumière-Lyon-II. Car si les études de genre n'étaient plus enseignées, cela aurait des répercussions sur les contrats actuels. Avec le risque d'une perte de subventions communautaires, à terme, pour Budapest, et pour Eva Fodor. Ce serait un moindre mal, selon le quotidien proche du pouvoir *Magyar Idök*, qui soutient le projet, alors que les mondes de l'éducation, de la science et des arts constituent toujours un bastion d'opposition au leader souverainiste hongrois.

Mi-août, ce journal a publié la tribune d'un sociologue nommé Balint Botond. Il juge que le « *libéralisme scientifique* » a « *falsifié les sciences sociales* » ces dernières décennies. Il s'insurge contre la « *propagande LGBT* » et le « *lobby féministe* », alimentés par des fonds publics, qualifiant l'accompagnement médical des mineurs transgenres de « *crime contre l'humanité, comparable aux expériences humaines conduites par les nazis et les communistes* ». ■

BLAISE GAUQUELIN